

**LA PRUDENCE AU XIX^e SIÈCLE :
VALEUR MORALE ET PRINCIPE D'ORGANISATION
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**

Lorsque des médiévistes ou des modernistes étudient la notion de prudence ¹, ils situent leur réflexion dans le champ politique, dans celui du “ bon gouvernement ”, en premier lieu celui du chef de l'Etat mais aussi celui du père de famille. Au XIX^e siècle, un glissement s'opère vers le domaine économique et social: l'historien constate en effet qu'il y a captation et travail de récréation de la valeur morale de la prudence par une classe sociale, la bourgeoisie d'entreprise. Il s'agit dès lors d'étudier dans un premier temps comment cette valeur essentielle de l'éthique du Chevalier et du Prince devient centrale dans les choix économiques des chefs d'entreprise. Il y a en effet apparente incompatibilité entre l'esprit d'entreprise et la prudence. Dans un deuxième temps, la prudence apparaîtra comme la valeur pivot de l'ordre social dans le cadre du capitalisme libéral.

1. Comme ils l'ont fait lors du colloque “ La représentation de la Prudence ” organisé par le Centre de Recherches et d'Etudes sur l'Italie de l'Université de Haute Alsace le 5 et 6 mars 1999. Mon article reprend la communication qui y fut faite en assumant une triple marginalité: marginalité chronologique d'abord car le XIX^e siècle n'y fut étudié que par une seule autre communication; marginalité géographique ensuite, car il analyse la pensée anglo-saxonne et française et non l'italienne; marginalité sectorielle enfin car il s'attache à analyser le lien entre le principe moral et la sphère économique et sociale, alors que l'essentiel des communications a porté sur le politique.

Morale et ordre économique : la prudence et le profit

Il est peut-être nécessaire tout d'abord de légitimer le lien que nous établissons ici entre morale et économie, entre la prudence comme valeur éthique et la recherche du profit.

Contrairement au pré-jugé populaire, il faut affirmer que la recherche de la richesse non seulement n'est pas étrangère voire ennemie de la morale mais y est consubstantiellement liée: comme toute activité humaine, elle ne relève pas seulement du calcul rationnel pur mais tout autant voire plus de la réflexion morale. Faire la guerre comme faire du profit, s'enrichir comme conquérir doit être légitimé². Faut-il rappeler combien les choix religieux et moraux du pasteur anglican Thomas Robert Malthus (1766-1833) ont marqué ses ouvrages, que ce soit son *Essai sur le Principe des Populations* dont la première édition, non signée, date de 1798, ou ses *Principes d'Economie Politique* parus en 1820. Adam Smith (1723-1790) dont l'ouvrage, paru en 1776, *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nation* pose les principes du capitalisme libéral fut l'auteur près de vingt ans auparavant d'une *Théorie des Sentiments Moraux* alors qu'il occupait la chaire de Philosophie morale à l'université de Glasgow. Que l'on ne s'y trompe pas, loin d'être originaux, ces deux auteurs majeurs de l'époque du capitalisme libéral naissant théorisent des certitudes largement partagées en cette seconde moitié du XVIII^e siècle³.

Au cours du siècle des Lumières, la recherche du profit connaît une mutation essentielle dans le champ moral. A. Hirschmann montre comment le sens du mot «intérêt» évolue au cours du XVIII^e siècle. D'une part, il se rétrécit pour ne plus désigner qu'un type bien particulier de passion, celle de la recherche de l'enrichissement et, d'autre part, il devient un terme positif: de passion négative désignée comme cupidité, esprit de lucre ou encore avarice, la poursuite par l'homme de son " intérêt " devient une passion positive.

Cette mutation d'une passion s'inscrit dans la réflexion déjà ancienne mais toujours renouvelée de ce qui fait l'humain, de ce qui fonde la morale et distingue l'homme de l'animal. L'opposition entre culture et animalité est un

2. C'est sur cette évidence que Max Weber a construit son analyse de *L'Ethique protestante et l'Esprit du capitalisme*, parue en 1906. C'est aussi le sens des travaux trop mal connus en France d'Albert Hirschman dont l'ouvrage *Les Passions et les Intérêts*, largement utilisé ici, n'a été traduit en français qu'en 1977. Je me réfère à l'édition française de 1980, PUF, coll. Sociologies, 135 p.

3. Pour se refamiliariser avec la pensée de Malthus et de Smith, se référer à : Pierre Vitoux, *Histoire des idées en Grande-Bretagne, politique, économie, société*, Ellipses, coll. Universités-Anglais, 1999, 315.

thème récurrent chez les moralistes. Au XVIII^e siècle, devient particulièrement opératoire et, il faut l'avouer, répétitive, l'opposition entre " besoin " et " désir ". Ne retenons que cette citation de Toqueville (1805-1859) qui, en 1835 dans son court essai *Sur le Paupérisme*, reprend l'opposition sans s'y attarder, comme une évidence qu'il ne vaut plus la peine de justifier⁴ : " Parvenus au premier âge des sociétés, les hommes ont donc encore très peu de désirs, ils ne ressentent guère que des besoins analogues à ceux qu'éprouvent les animaux. " Le désir est donc le propre de l'homme car il permet à celui-ci de ne pas vivre au jour le jour mais de se projeter dans le futur. L'homme, à la différence de l'animal, parce qu'il éprouve le désir d'améliorer sa situation présente, peut donc et doit donc organiser son présent pour amasser les moyens nécessaires à la réalisation future de son désir. Notons dès à présent que cette inscription de l'homme dans le temps est l'une des caractéristiques de la représentation iconographique de la prudence.

La distinction devenue courante entre besoin et désir fonde en morale la poursuite par l'homme de l'enrichissement personnel. C'est elle qui permet à Adam Smith d'affirmer que le fondement du système économique ne peut être que la poursuite par chaque homme, à quelque place qu'il soit, de son " intérêt ", la recherche de la satisfaction de son égoïsme (self-love). Smith opère donc une confusion entre passion et intérêt ainsi qu'entre intérêt individuel et bien général (par l'opération de ce qu'il a appelé rapidement et sans vraiment s'en expliquer " main invisible "): cette confusion est le point d'aboutissement de toute la réflexion morale depuis la Renaissance. L'extrait suivant de *La Richesse des Nations* est particulièrement net⁵ : " C'est ainsi que les intérêts privés et les passions des individus les portent naturellement à diriger leurs capitaux vers les emplois qui, dans les circonstances ordinaires, sont les plus avantageux à la société. Mais, si par une suite de cette préférence naturelle, ils venaient à diriger vers ces emplois une trop grande quantité de capital, alors la baisse des profits qui se ferait sentir dans ceux-ci, et la hausse qui aurait lieu dans tous les autres, les amèneraient sur-le-champ à réformer cette disposition vicieuse. Ainsi, sans aucune intervention de la loi, les intérêts privés et les passions des hommes les amènent à diviser et à répartir le capital d'une société entre tous les différents emplois qui y sont ouverts pour lui, dans la proportion qui approche le plus possible de celle que demande l'intérêt général de la société. " Nous ferons un peu plus loin l'analyse de la vision smithienne du lien social, retenons ici qu'à l'issue des mutations de la réflexion philosophique et morale des XVII^e et XVIII^e siècles, la recherche du profit n'est plus

4. Alexis de Tocqueville, *Sur le paupérisme*, Editions Allia, Paris, 1999, p.10.

5. Cité par A. Hirschman, *op. cit.*, p. 101.

une passion négative et qu'elle ne se distingue plus de la notion d'intérêt laquelle ne désigne alors plus que la poursuite de la richesse.

Dès lors, la prudence apparaît comme un outil de cette passion positive. La prudence, en effet, est un calcul raisonné qui permet, une fois le but fixé à savoir l'acquisition de telle ou telle richesse, de déterminer les obstacles à franchir et les moyens pour parvenir à la satisfaction de ce désir.

Or, la prudence est une vertu morale d'autant plus nécessaire que les conditions du jeu économique ont changé. Le capitalisme réglementé, caractéristique de l'Ancien Régime, laisse place à une économie libérée des contraintes, donc des protections. En France, les décrets d'Allarde et la Loi le Chapelier suppriment, dès l'été 1789, les corporations et libèrent donc l'esprit d'entreprise tout comme cela est le cas en Angleterre malgré la résistance ludiste. Il n'y a plus qu'une règle, la loi de l'offre et de la demande, et l'on sait combien le vocabulaire de la guerre se transfère dans le champ de l'économique.

Le capitaliste, nouveau capitaine... d'industrie, est celui qui prend des risques et c'est ce risque qui justifie et légitime ses profits. C'est bien ce que dit Henri Schneider au journaliste Jules Huret qui l'interroge en 1897. La réponse est faite dans un style volontairement populaire, un rien hâbleur et elle se veut réponse aux théories socialistes qu'il caricature⁶ : " Comment admet-on une usine, même un simple atelier, sans une tête qui pense pour tous les autres, sans patron ? C'est de la folie, de la folie pure!... Pensez-vous qu'il ne faut pas de l'argent pour faire une " boîte " comme celle-ci ? Eh bien ! Qui est-ce qui l'apportera cet argent à l'usine ? A côté du directeur, de la tête, il y a le capitaliste ! qui aboule la forte somme... Ne représente-t-il donc pas une force qui doit avoir sa part de bénéfices, n'est-il pas une collaboration indispensable qu'il faut intéresser ? "

Cette tête qui pense pour les autres se doit donc de prendre des risques calculés, elle doit faire preuve de prudence. Il lui faut d'une part gérer prudemment ses biens pour accumuler le capital nécessaire aux investissements : l'épargne est donc la première figure de la prudence. Au lieu de vivre au jour le jour en dilapidant son bien, il faut en différer la jouissance pour transformer le profit en capital. Il faut de plus faire preuve de prudence dans le choix de l'investissement : la prudence est alors à la fois clairvoyance, c'est-à-dire connaissance précise du risque, et courage dans la prise du risque.

6. Jules Huret : *Enquête sur la question sociale en Europe*, Paris, 1897, pp. 24-35. Rappelons qu'Henri Schneider est à la tête de la principale entreprise métallurgique et sidérurgique française au Creusot.

Il est cependant remarquable que, dans la littérature économique de la seconde moitié du XVIII^e et du XIX^e siècle, le thème de la prudence apparaisse peu. Cette faible occurrence du terme s'explique, nous semble-t-il, par la préoccupation principale des économistes libéraux : il s'agit pour eux, d'abord et avant tout, de démanteler les systèmes protecteurs dont ils pensent qu'ils inhibent l'esprit d'entreprise: l'analyse trop poussée de la prudence a pu leur apparaître comme risquant au contraire de le bloquer.

Le thème de la prudence n'est donc traité par eux qu'en négatif quand il s'agit de dénoncer les méfaits de la prudence excessive. La prudence étant intimement liée au courage, il y a danger en matière économique à devenir lâche, à accumuler du capital sans oser l'investir, à ne plus innover, à ne plus oser entrer dans l'arène de la compétition économique. Thomas Malthus a des accents keynésiens lorsqu'il nuance la doctrine d'Adam Smith sur l'accumulation du capital par l'épargne⁷ : " A. Smith a affirmé que le capital est accru par l'épargne, que tout homme frugal est un bienfaiteur public... Il est parfaitement certain que ces propositions sont exactes jusqu'à un certain degré. Au-delà, il est tout aussi clair qu'elles deviennent fausses car le principe d'épargne poussé trop loin détruirait la raison même de la production. "

A la fin du XIX^e siècle, la dénonciation des capitalistes frileux, gestionnaires timorés par excessive prudence, rentiers manquant de courage et responsables par là de l'atonie économique de leur pays devient récurrente en France, en Angleterre ou encore en Belgique: cette thèse est d'ailleurs souvent déclinée en opposition au dynamisme allemand. Dans son étude, parue en 1924, l'historien Jean Lanville compare Rouen au Havre avant la première guerre mondiale⁸ : " Timorés, avares presque à force d'être économes, les capitaux rouennais avaient permis à l'énergie calculée, à la sage hardiesse des négociants havrais de fonder et de développer leur négoce, souvent aux dépens du négoce rouennais. " Ce sont bien deux images inversées de la prudence que nous présentent les deux ports.

La condamnation de la prudence excessive est particulièrement redondante en matière démographique. Ne retenons que deux exemples à chaque extrémité du siècle pour illustrer cette dénonciation du (néo) malthusianisme des classes aisées. Jacques Droz dénonce le couple infernal de l'impru-

7. Thomas Robert Malthus : *Principes d'Economie Politique considérés sous le rapport de leur application pratique*, traduction française, 2 volumes, Paris, J.P. Aillaud, 1820, cité par A. Armangaud : *Les Français et Malthus*, Presses Universitaires de France, coll. Documents d'Histoire, 1975, 142 p.

8. J. Lanville : *Rouen pendant la guerre*, Paris, Presses Universitaires de France, 1924, p.2-4, cité par A. Armangaud, op. cit.

dence/imprévoyance des pauvres et la prudence excessive des riches dans son *Economie politique ou Principes de la Science des Richesses* paru en 1829⁹ : “ Le riche et le pauvre tombent dans deux excès opposés: trop souvent, l’un montre une prévoyance coupable et l’autre une imprévoyance funeste. ” Même dénonciation chez Paul Cauwès en 1881¹⁰ : “ Les adeptes de Malthus se sont légitimement préoccupés de l’imprévoyance des familles pauvres mais ils ont négligé l’action à exercer en sens contraire sur les familles aisées. L’on pourrait affirmer sans témérité qu’en France les classes aisées n’apportent qu’un insuffisant appoint à la population... Peut-on affirmer que (les adeptes de Malthus) n’ont pas donné de spécieux prétextes à l’égotisme familial ? ”.

Si nous avons pu constater la faible occurrence du terme de prudence dans les théories et les discours proprement économiques au XX^e siècle, il n’en sera pas de même dans le champ de la réflexion sociale.

Morale et ordre social: la prudence ou prévoyance

Les transformations économiques qui ont permis une relecture de la valeur morale qu’est la prudence ont été à la fois causes et conséquences de transformations dans l’ordre social. Il est ici nécessaire de les caractériser avant de cerner le rôle central de la prudence dans la création du lien social.

Le XIX^e siècle est le siècle de l’individualisme autant que de la liberté. La seconde moitié du siècle précédent vit l’affirmation de l’égalité naturelle de chaque homme, liant ainsi consubstantiellement l’individu à la liberté. L’abolition, par évolution ou par révolution, des ordres, des privilèges, des corporations, des associations a permis concomitamment la naissance politique du citoyen et la naissance juridique et sociale de l’individu. Dès lors, se pose avec acuité le problème de la création du lien social, d’un lien entre des individus également doués de liberté. Qu’il nous suffise ici, en un raccourci discutable mais nécessaire, d’affirmer que c’est la théorie de l’utilité sociale qui résout la contradiction théorique. Les penseurs tout à la fois, nous l’avons vu, moralistes et économistes, affirment à la fois la diversité et la complémentarité des individus qui, tout en recherchant la satisfaction de leur propre désir et en poursuivant leur intérêt, concourent à l’établissement du bien général. Nous retrouvons là le thème de la “ main invisible ” chez Adam Smith.

9. J. Droz : *Economie politique ou Principes de la Science des Richesses*, Paris, J. Renouard, 1829, cité par A. Armangaud, op. cit

10. Paul Cauwès : *Précis du cours d’économie politique*, t.1, 2^e édition, Paris, L. Larose et Forcel, 1881, cité par A. Armangaud, op. cit.

Cependant, la solution théorique de la contradiction entre «self-love» et bien général, solution élaborée au cours du siècle des Lumières, se trouve très vite confrontée à la réalité sociale caractérisée par la croissante inégalité des conditions individuelles. Le XIX^e siècle est en effet le siècle du paupérisme. Ce terme forgé en Angleterre vers 1780, traduit et immédiatement utilisé en France à la fin des années 1820, veut rendre compte des deux caractéristiques de la nouvelle pauvreté telle qu'elle se développe dans le cadre du capitalisme libéral. Le paupérisme désigne la massivité du phénomène, son ampleur mais aussi son caractère non-conjoncturel, non accidentel, en un mot structurel. C'est bien ce qu'exprime Alban de Villeneuve-Bargemont dans son *Economie Politique Chrétienne*, paru en 1834¹¹ : « Mais si l'indigence sous le nom nouveau et tristement énergique de paupérisme envahit des classe entières de la population, si elle tend à s'accroître progressivement en raison même de l'accroissement de la production industrielle, si elle n'est plus un accident mais la condition forcée d'une grande partie des membres de la société, alors on ne peut méconnaître, dans de tels symptômes de souffrance généralisée, un vice profond survenu dans l'état de la constitution sociale et l'indice prochain des plus graves et des plus funestes perturbations. » De même, lorsque Tocqueville relate dans son journal sa visite de Manchester en juillet 1835, il est profondément bouleversé par la coexistence entre l'extraordinaire richesse et l'incroyable pauvreté qui marque le paysage urbain de cette métropole industrielle. Son texte est un vaste oxymore que peut résumer l'une de ses dernières phrases¹² : « C'est au milieu de ce cloaque infect que le plus grand fleuve de l'industrie humaine prend sa source et va féconder l'univers. De cet égot immonde, l'or pur s'écoule. »

Les années 1820 voient, en Angleterre comme en France, la prise de conscience par les élites du problème du paupérisme¹³. Cependant, si les hommes politiques et les hommes d'affaires porteurs de cette analyse libérale de la nouvelle question sociale mesurent l'ampleur du phénomène, si certains

11. Alban de Villeneuve Bargemont fut un haut fonctionnaire légitimiste, longtemps préfet sous la Restauration. Il découvrit la misère et, mis à la retraite en 1830, écrivit une oeuvre essentielle pour les catholiques sociaux, avant de devenir député de Hazebrouck en 1840. Son principal ouvrage est ce *Traité d'Economie politique chrétienne* paru en 1834.

12. A. de Tocqueville, *Oeuvres complètes*, tome V, 2. 1958, p. 82, cité dans Alice Gérard, Yvette Katan, Pierre Saly, Hélène Trocmé : *Villes et sociétés urbaines au XIX^e siècle, France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Allemagne, Autriche*, Paris, A. Colin, 1992.

13. Un fort utile tableau chronologiquement ordonné des ouvrages anglais et français consacrés au monde ouvrier au XIX^e et XX^e siècles se trouve dans DEWERPE (Alain) : *Le monde du travail en France, 1800-1950*, Paris, A. Colin, Coll. Cursus, p. 88-89.

comprennent combien il est structurel, aucun d'entre eux n'est prêt à mettre en cause les principes de la liberté économique, aucun d'entre eux n'est prêt à aller aussi loin qu'un Friederich Engels dans son tableau de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, paru en 1840, dans lequel il dénonce la responsabilité du système capitaliste libéral lui-même.

Si le système n'est pas coupable, ce sont donc les individus qui le sont et, dans cette perspective, c'est le couple prudence/imprudence qui va permettre aux penseurs de la question sociale de rendre compte de l'inégalité des conditions. Aux yeux des élites anglaises et françaises, c'est en effet l'imprudence qui fait le pauvre et la prudence qui fait le riche.

Malthus théorise ce thème vouée à devenir un leitmotiv dans son *Essai sur le principe des populations* où l'occurrence des termes prudence/imprudence, prévoyance/imprévoyance est particulièrement élevée. Ce sont les "improvident marriages" qui sont cause de la misère. Marié trop tôt, l'homme se retrouve chargé d'enfants, il n'a plus les moyens d'épargner, il doit vivre au jour le jour, sans désir et chanceux s'il a simplement réussi à satisfaire ses besoins journaliers et ceux de sa famille. On connaît la solution prônée par Malthus afin de maintenir la croissance démographique dans les limites de la production agricole : seule la contrainte morale d'abstinence est digne de l'être humain. Tout homme également doué de libre arbitre a donc la possibilité soit de choisir de s'abandonner à ses besoins, de se marier de façon imprudente en se sachant incapable de nourrir les enfants qui lui adviendront en grand nombre et donc d'être seul responsable de sa pauvreté, soit de se soumettre à "a prudential restraint on marriage", c'est-à-dire à l'abstention temporaire ou définitive du mariage, donc de la reproduction. C'est par conséquent un défaut de prudence, c'est-à-dire de moralité, qui explique que des individus nés libres

14. Dans son chapitre II du premier tome, Malthus présente les obstacles préventifs à la croissance démographique. Un long paragraphe dans lequel un homme raisonnable et prudent mesure le danger d'un mariage imprudent est introduit par l'affirmation suivante: "The preventive check, as far as it is voluntary, is peculiar to man, and arises from that distinctive superiority in his reasoning faculties which enables him to calculate distant consequences." (l'obstacle préventif est, dans la mesure où il est volontaire, le propre de l'homme et vient de cette supériorité caractéristique de ses facultés de raisonnement qui lui permettent de calculer des conséquences à long terme.) Malthus termine son développement par l'affirmation de l'efficacité de la prudence individuelle: "These considerations are calculated to prevent, and certainly do prevent, a great number of persons in all civilised nations from pursuing the dictate of nature in an early attachment to one woman." (Ces réflexions sont de nature à empêcher, et à l'évidence empêchent, un grand nombre de personnes dans toutes les nations civilisées d'obéir aux commandements de la nature en se liant prématurément à une femme.) L'opposition entre nature (dictate) et civilisation (consideration) montre bien le rôle central joué par la raison, par le calcul raisonné dans la définition de ce qui fait l'humain. Notons, sans y insister, que seul le genre masculin est doué de raison, donc de prudence.

et égaux soient tantôt pauvres tantôt riches ¹⁴.

Le thème malthusien de l'imprévoyance des pauvres, signe de leur amoralité et cause première de leur pauvreté, quitte très rapidement les sphères de la haute pensée philosophique et morale pour se retrouver, vulgarisée mais intacte, dans la presse victorienne. Un seul témoignage permettra de montrer l'extraordinaire diffusion de cette lecture de la question sociale faisant de la misère le produit de l'imprudance prolétarienne. Un lecteur anonyme de l'*Edimburgh Review* envoie un courrier publié en juillet 1854 ¹⁵ : " Tout ce que l'ouvrier doit faire pour devenir aussi riche et aisé que les manufacturiers et les négociants qu'il assaille de sa mendicité et qu'il envie, c'est d'imiter leur prudence, leur abstinence, leur bon sens, leur habitude de ne jamais dépenser plus que l'argent dont ils disposent, de retarder leur mariage jusqu'au moment où celui-ci sera sage et sûr."

Ce thème est repris par les penseurs de la question sociale en France. Retrouvons A. de Tocqueville dans son *Essai sur le Paupérisme* de 1835 ¹⁶ : " Quels sont parmi les membres des classes inférieures ceux qui se livrent le plus volontiers à tous les excès de l'intempérance et qui aiment à vivre comme si chaque jour n'avait pas de lendemain ? Lesquels montrent en toute chose le plus d'imprévoyance ? Qui contracte ces mariages précoces et imprudents qui semblent n'avoir pour objet que de multiplier le nombre des malheureux sur la terre ? La réponse est facile. Ce sont les prolétaires, ceux qui n'ont sous le soleil d'autres propriétés que celle de leurs bras." Tocqueville ici ne fait que reprendre les conclusions du baron de Gerando dans ce véritable manuel de la philanthropie libérale que fut son ouvrage paru en 1820, *Le visiteur du pauvre*. Ces conclusions étaient d'ailleurs largement partagées par d'autres observateurs sociaux de ce début du siècle, que ce soit Villermé (1782-1863), Adolphe Blanqui (1798-1854, à ne pas confondre avec son frère plus jeune et socialiste Louis-Auguste) ou encore J.B Say (1767-1832) qui écrivit : " (il faut) encou-

15. "All he (the working man) needs in order to become as prosperous and comfortable in his sphere as the employers and merchants whom he assails and envies are in theirs, is that he should imitate their prudence, their abstinence, their sens, their habit of always living within their income, their customary postponement of marriage till marriage becomes sage and wise." cité par BONIFAS (Gilbert) et FARAUT (Martine) : *Victorian and Edwardian England, Debates on political and social issues*, Masson, Langue et civilisation anglo-américaines, 1994, p.142.

16. Cf note 4

17. L'analyse du lien qu'établissent les penseurs français entre misère, morale et société dans la première moitié du XIX^e siècle est menée de façon magistrale par PROCACCI (Giovanna): *Gouverner la misère, la question sociale en France, 1789-1848*, Paris, Le Seuil, coll. L'Univers Historique, 1993, 361 p.

rager les hommes à faire des épargnes plutôt que des enfants.”¹⁷.

Comme en Angleterre, le lien établi entre mariage imprudent et misère se popularise. A la fin du siècle encore, Henri Schneider, déjà cité¹⁸, oppose ainsi l'ouvrier prudent capable d'épargner et donc de devenir un capitaliste à l'ouvrier qui choisit la misère en se mariant trop tôt : “ Il y avait un ouvrier qui gagnait cent sous par jour ; il s'est dit : “ tiens, Bibi n'a besoin que de 4 francs pour vivre, Bibi va mettre vingt sous de côté tous les jours.” Il dit, et au bout de l'année, il a 365 francs. Il recommence l'année suivante, dix ans, vingt ans de suite et voilà un capitaliste ! ” Jules Huret, le journaliste, intervient: “ Mais si l'ouvrier qui a des instincts d'économie et qui gagne cent sous par jour a cinq enfants et une femme à nourrir, comment mettra-t-il de l'argent de côté ? Bibi n'aura-t-il pas plutôt faim ? ” A quoi Henri Schneider “ leva les bras et les épaules avec un air qui signifiait “ qu'y faire ? ” et il dit en effet : “ ça, c'est la loi fatale ! ”.

C'est donc dans cette lecture du paupérisme comme conséquence de l'imprudence des pauvres que s'enracine l'action philanthropique qui se veut d'abord moralisation de la classe pauvre. En effet, dans la mesure où le problème social est affirmé comme moral et non politique, dans la mesure où la misère n'est plus considérée au XIX^e siècle comme de la responsabilité de l'Etat, elle ne peut relever de l'action législative.

Il est nécessaire ici de retracer les fluctuations majeures que connut la pensée sociale en un demi-siècle autour de la Révolution française. En matière sociale, le siècle du capitalisme libéral est en effet en réaction contre ce qu'il considère comme le dangereux idéalisme des Lumières et de la Révolution française. Les Philosophes ont affirmé que la pauvreté était due, au delà de la responsabilité individuelle, à un mauvais gouvernement. L'Encyclopédie affirme que “ la misère est un tort des gouvernants.” L'Assemblée constituante crée en janvier 1790 un Comité pour l'extinction de la mendicité qui affirme le “ droit de l'homme pauvre ” sur la société¹⁹. Certes, il n'est pas question d'abandonner la distinction entre bon et mauvais pauvre, entre celui qui fait preuve de prudence, de prévoyance et d'épargne mais que les circonstances défavorables jettent dans l'indigence et celui qui vit au jour le jour et pèse sur la société en recourant à la mendicité. Aussi les révolutionnaires ont-ils tout à la fois interdit la mendicité et affirmé que “ la société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les

18. Cf note 6.

19. Cf l'article de REBERIOUX (Madeleine), Du comité de mendicité au Rapport Barère : continuité et évolution, in *Démocratie et pauvreté*, Paris, Albin Michel, Editions Quart-Monde, 1991, p. 73-85.

20. Article 21 de la Déclaration des Droits de l'An I (24 juin 1793).

moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler" ²⁰. Le droit légal à l'assistance est donc affirmé et en même temps que le droit légal au travail.

Le potentiel révolutionnaire de ce principe est évident : il va à l'encontre des principes mêmes du capitalisme libéral, ces principes qui affirment la responsabilité de chaque individu dans la recherche de son profit et de son bien-être et qui affirment que le bien général ne peut provenir que du libre exercice de cette recherche individuelle. Les hommes du XIX^e siècle ne peuvent pas analyser le paupérisme en terme de système et donc de responsabilité de la société; il ne peut être question pour eux de consacrer ni un droit à l'assistance ni un droit au travail. L'on sait combien le débat sur le droit du travail fut rude entre mars et juin 1848 en France. Ce droit qui aurait reconnu d'une part la nature économique du problème du paupérisme et d'autre part la responsabilité de l'Etat, ne figure pas dans la constitution de la Seconde République qui se contente de garantir la liberté du travail. L'assistance ne peut donc relever que de l'action philanthropique moralisatrice.

Il s'agit d'une part d'assister la misère immédiate du bon pauvre et d'autre part et surtout de prévenir l'apparition de la misère en moralisant les pauvres. La solution au problème des pauvres est dans un procès de civilisation du pauvre. D'où l'importance apportée à toutes les institutions qui tentent de favoriser la prudence. Ce fut la volonté des caisses d'épargne dont la première en France fut créée à Paris en 1819. Elle fut imitée dans un certain nombre de villes industrielles mais, à Paris comme ailleurs, elles furent un échec. Les industriels mulhousiens analysent ainsi l'échec de leurs efforts en ce domaine: " Malgré nos compte-rendus et nos exhortations, la masse se montra indifférente. Sans parler des ouvriers faiblement rémunérés et pour lesquels il pouvait y avoir impossibilité de s'assujettir à une retenue (sur le salaire), nous avons le regret de constater que c'est notamment auprès des ouvriers plus heureux que l'incurie et l'imprévoyance l'emportèrent sur nos sollicitations." ²¹ C'est donc bien à l'imprudence des pauvres, bien plus qu'à l'insuffisance des salaires, que les élites attribuent l'échec des caisses d'épargne. Ils ne veulent pas voir qu'en plus de la faiblesse des salaires gagnés par l'écrasante majorité des prolétaires, les périodes fréquentes de chômage et la mobilité de la main d'œuvre ne permettent pas aux ouvriers d'épargner.

Sans qu'il nous soit possible d'insister, soulignons que l'épargne, quand elle est l'expression de la prudence du pauvre, n'a pas pour but de permettre à celui-ci d'acquérir les moyens de production et donc de devenir un capitaliste

21. VITOUX (Marie-Claire), La Société d'Encouragement à l'Épargne de Mulhouse : l'échec d'un certain paternalisme patronal sous le Second Empire, in *Bulletin Historique de la ville de Mulhouse*, 1/1985, p.57-61.

quoiqu'en dise Henri Schneider. L'épargne est en elle-même et d'abord moralisatrice puisqu'elle est à la fois le signe et l'outil de la création du désir, de la prévision, de la projection de l'ouvrier dans l'avenir. De façon pragmatique, elle devait permettre à l'ouvrier de faire face seul aux mauvais jours du chômage ou de la maladie. Par ailleurs, elle pouvait théoriquement lui permettre de devenir propriétaire d'un bien, sa maison en particulier.

Ainsi, la prudence, qui se décline au XIX^e siècle sous le terme d'épargne, est bien à la charnière de l'économique et du social. Dans l'arène économique, la prudence, comme calcul raisonné, guide la conduite de l'individu dans sa recherche légitimée du profit : elle permet d'abord l'accumulation du capital nécessaire puis son placement courageux mais sage donc rentable. Dans le champ social, le couple prudence/imprudence permet aux élites politiques et sociales de rendre compte de l'existence des inégalités de richesse. Aider le pauvre à substituer la prudence à son imprudence habituelle est donc créateur du lien social et permet d'intégrer le pauvre dans la société. Dans les deux cas, la prudence, valeur morale de l'abstinence, est épargne, donc jouissance différée.

Marie-Claire VITOUX